

2018

Synthèse

INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE

MIGRATIONS FORCÉES ET FAIM

Octobre 2018



La treizième édition du rapport de l'Indice de la faim dans le monde (GHI) propose une mesure multidimensionnelle de la faim au niveau national, régional et international. Les dernières données disponibles montrent que si le monde a fait des progrès dans la réduction de la faim depuis 2000, nous avons encore un long chemin à parcourir. Les niveaux de la faim sont encore *graves* ou *alarmants* dans 51 pays et *extrêmement alarmants* dans un pays. Cette année, le rapport met l'accent sur la faim et la hausse des migrations forcées - deux enjeux interdépendants qui appellent une action à long terme et des solutions politiques.

L'INDICE DE LA FAIM DANS LE MONDE (GHI)

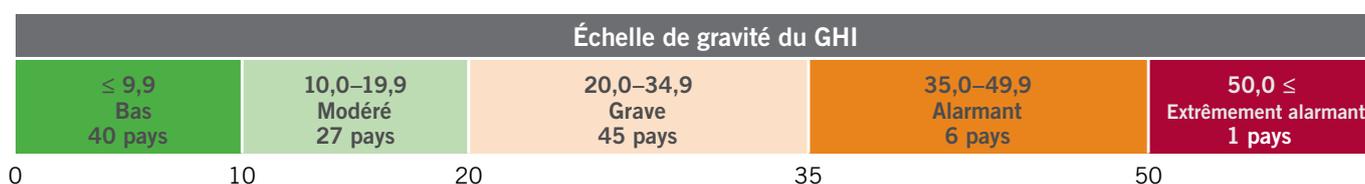
Les résultats du GHI sont basés sur une formule qui regroupe trois dimensions de la faim – un apport calorique insuffisant, la sous-nutrition infantile et la mortalité infantile – mesurés par quatre indicateurs :

- **SOUS-ALIMENTATION** : la part de la population qui souffre de sous-alimentation, liée à un apport calorique insuffisant
- **ÉMACIATION INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'émaciation (poids insuffisant par rapport à la taille) reflétant une sous-nutrition aigüe
- **RETARD DE CROISSANCE INFANTILE** : la part des enfants de moins de 5 ans qui souffre d'un retard de croissance (taille insuffisante par rapport à l'âge), reflétant une sous-nutrition chronique
- **MORTALITÉ INFANTILE** : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans

Les sources dont sont issues ces données sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF, la Banque mondiale, les Enquêtes démographiques et de santé (DHS), le Groupe Inter-agence pour l'Estimation de la Mortalité infantile des Nations Unies (UN IGME). Le GHI 2018 est calculé pour 119 pays pour lesquels les données sont disponibles et reflète les données collectées entre 2013 et 2017.

Les pays sont classés sur une échelle allant de 0 à 100 points, 0 étant le meilleur score (pas de faim) et 100 le pire, même si aucun de ces deux cas ne se vérifie en réalité. Les scores inférieurs à 10,0 reflètent un niveau de faim *bas*, les scores de 10,0 à 19,9 un niveau *modéré*, les scores de 20,0 à 34,9 indiquent un niveau *grave*, les scores de 35,0 à 49,9 un niveau *alarmant*, et les scores supérieurs à 50 un niveau *extrêmement alarmant* (Graphique 1).

NOMBRE DE PAYS PAR NIVEAU DE FAIM



Source : Auteurs.

CLASSEMENT ET TENDANCES

Le GHI 2018 indique que le niveau mondial de faim et de dénutrition de catégorie *grave* a diminué, avec une valeur de 20,9 contre 29,2 en 2000 (Graphique 2). Malgré cette amélioration, la question de savoir si le monde atteindra l'Objectif de développement durable (ODD) 2, qui vise à mettre un terme à la faim, à assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition et à promouvoir une agriculture durable d'ici 2030, continue de se poser. Les prévisions du GHI montrent qu'au rythme observé depuis 2000 en terme de réduction de la faim, environ 50 pays ne parviendront pas à atteindre d'ici 2030 le niveau de faim *faible* tel que défini par l'échelle de gravité du GHI ; d'après le GHI 2018, 79 pays ont échoué. Compte tenu des progrès déjà réalisés, nous savons que des progrès significatifs sont possibles, mais l'objectif « faim zéro » d'ici 2030 ne sera atteint qu'avec des efforts accrus et des approches novatrices.

Au niveau régional

La faim reste à un niveau *grave* en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne (avec des scores GHI de respectivement 30,5 et 29,4). Dans ces deux régions, les taux de sous-alimentation, de retard de croissance, d'émaciation et de mortalité infantile restent inacceptables. Plus précisément, l'Asie du Sud présente les taux de retard de croissance et d'émaciation infantiles les plus élevés de toutes les régions, suivie de l'Afrique subsaharienne. En termes de sous-alimentation et de mortalité infantile, c'est l'Afrique subsaharienne qui a les taux les plus élevés, suivie de l'Asie du Sud.

En revanche, les scores GHI en Asie de l'Est et du Sud-Est, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Europe de l'Est et dans la Communauté des États indépendants s'échelonnent entre 7,3 et 13,2, ce qui indique des niveaux de faim *faibles* ou *modérés*. Pourtant, même dans ces régions se trouvent des pays où les taux de faim et de dénutrition sont *graves* ou *alarmants*.

Au niveau des pays

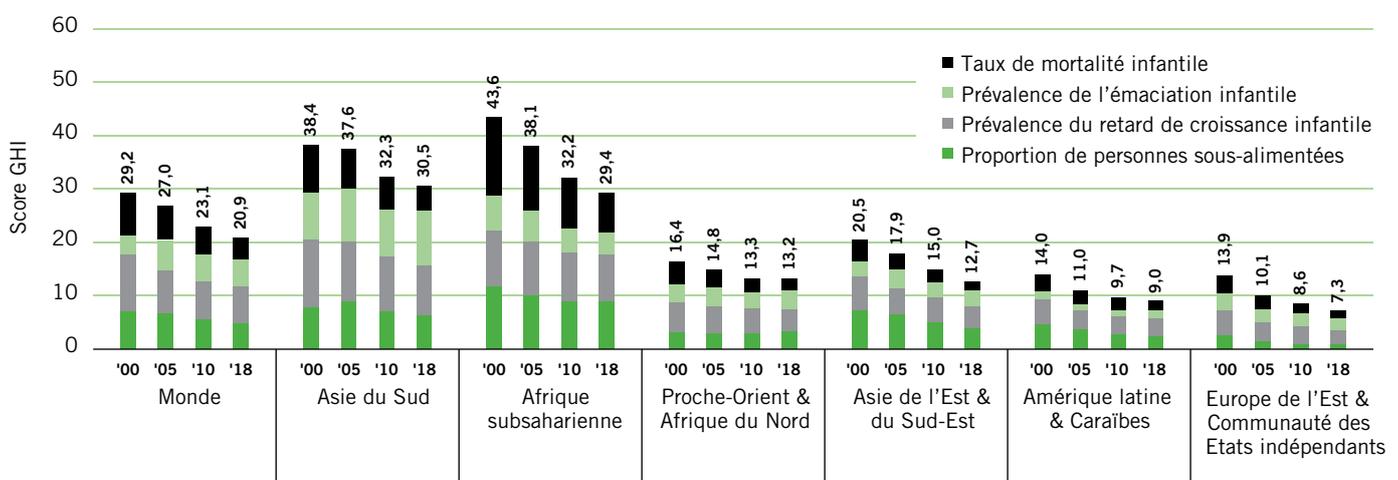
Selon le GHI 2018, la faim est à un niveau *extrêmement alarmant* dans un pays, la République centrafricaine (RCA), qui subit l'instabilité, la violence sectaire et la guerre civile depuis 2012. Les niveaux de la faim sont *alarmants* dans six pays : le Tchad, Haïti, Madagascar, la Sierra Leone, le Yémen et la Zambie. 45 des 119 pays qui ont fait l'objet du classement présentent des niveaux de faim *graves*.

Les scores GHI n'ont pas pu être calculés pour plusieurs pays en raison du manque de données disponibles relatives aux quatre indicateurs du GHI. Pourtant, la situation de faim et de dénutrition dans sept de ces pays (le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Érythrée, la Libye, la Somalie, le Soudan du Sud et la Syrie) est très préoccupante. Dans chacun de ces sept pays, des conflits violents, des troubles politiques et/ou l'extrême pauvreté ont entraîné des flux importants de migrations forcées, qui sont étroitement liés à l'insécurité alimentaire.

Dans toutes les régions du monde, les niveaux de faim et de sous-nutrition varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, l'Amérique latine présente le taux régional le plus bas. Cependant, les niveaux de retard de croissance dans les départements du Guatemala se situent entre 25% et 70%. Dans de nombreux pays, les zones où les taux de retard de croissance sont les plus faibles sont surtout les zones urbaines, comme les capitales, qui constituent des cas à part. Dans d'autres pays, le retard de croissance dans certaines régions est particulièrement élevé par rapport au reste du pays. Identifier la nature des problèmes de faim et de dénutrition auxquels sont confrontées individuellement les différentes régions d'un pays peut aider à mieux adapter les interventions et les politiques pour répondre aux besoins de ces régions.

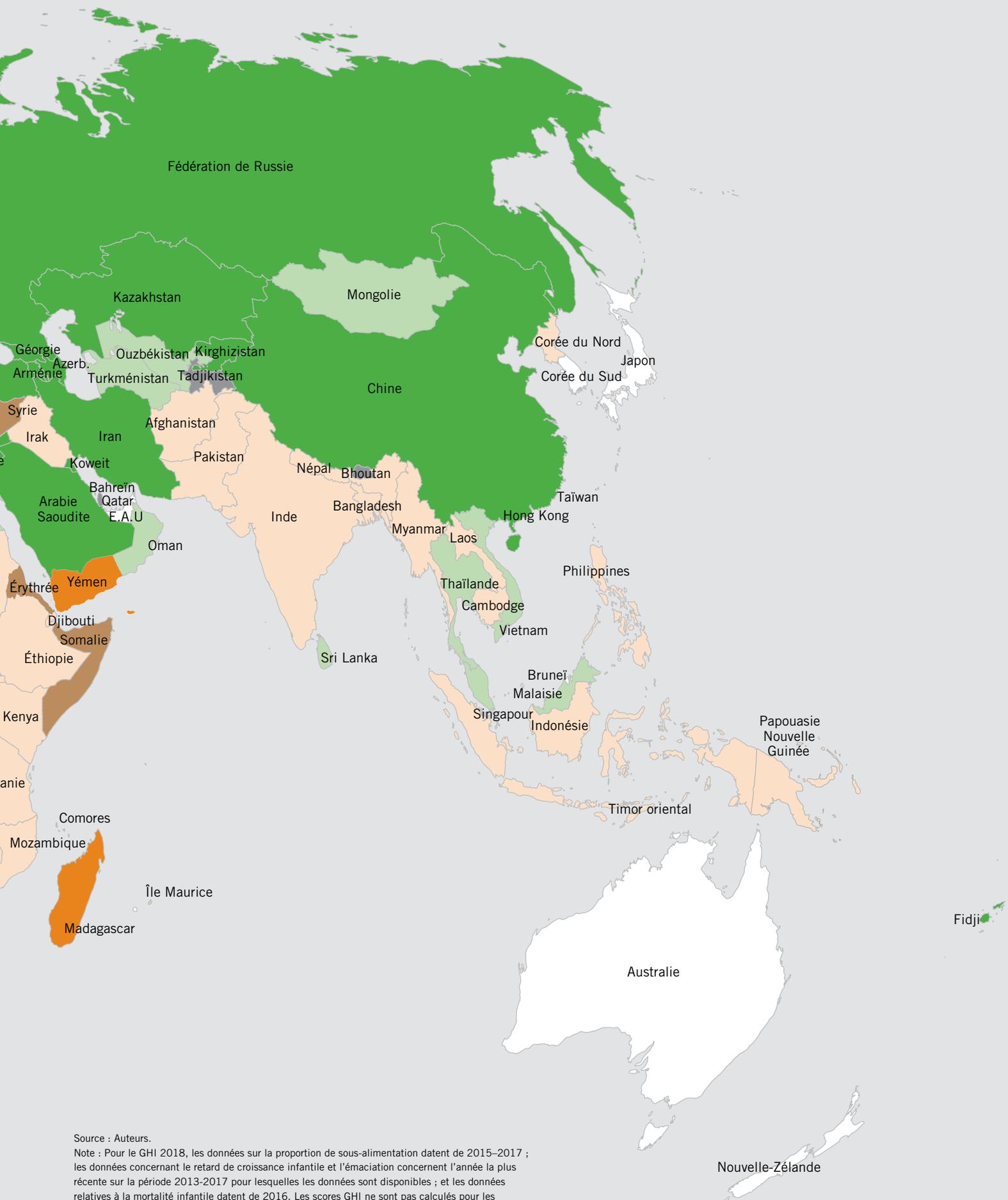
Afin d'étudier plus en profondeur les moyennes nationales, le GHI 2018 examine de plus près la situation de la faim et de la nutrition dans deux pays, le Bangladesh et l'Éthiopie, confrontés tous

CONTRIBUTION DES INDICATEURS DU GHI AU NIVEAU GLOBAL ET RÉGIONAL EN 2000, 2005, 2010, ET 2018



Source : Auteurs.

Note : Voir l'annexe B du GHI 2018 pour les sources des données. Les scores régionaux et mondiaux du GHI sont calculés en utilisant des agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur et la formule décrite à l'annexe A. Les agrégats régionaux et mondiaux pour chaque indicateur sont calculés sous forme de moyennes pondérées en fonction de la population, en utilisant les valeurs des indicateurs indiquées à l'annexe C. Pour les pays ne disposant pas de données sur la sous-alimentation, les estimations provisoires fournies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont été utilisées dans le calcul des agrégats uniquement, mais ne sont pas présentées à l'annexe C.



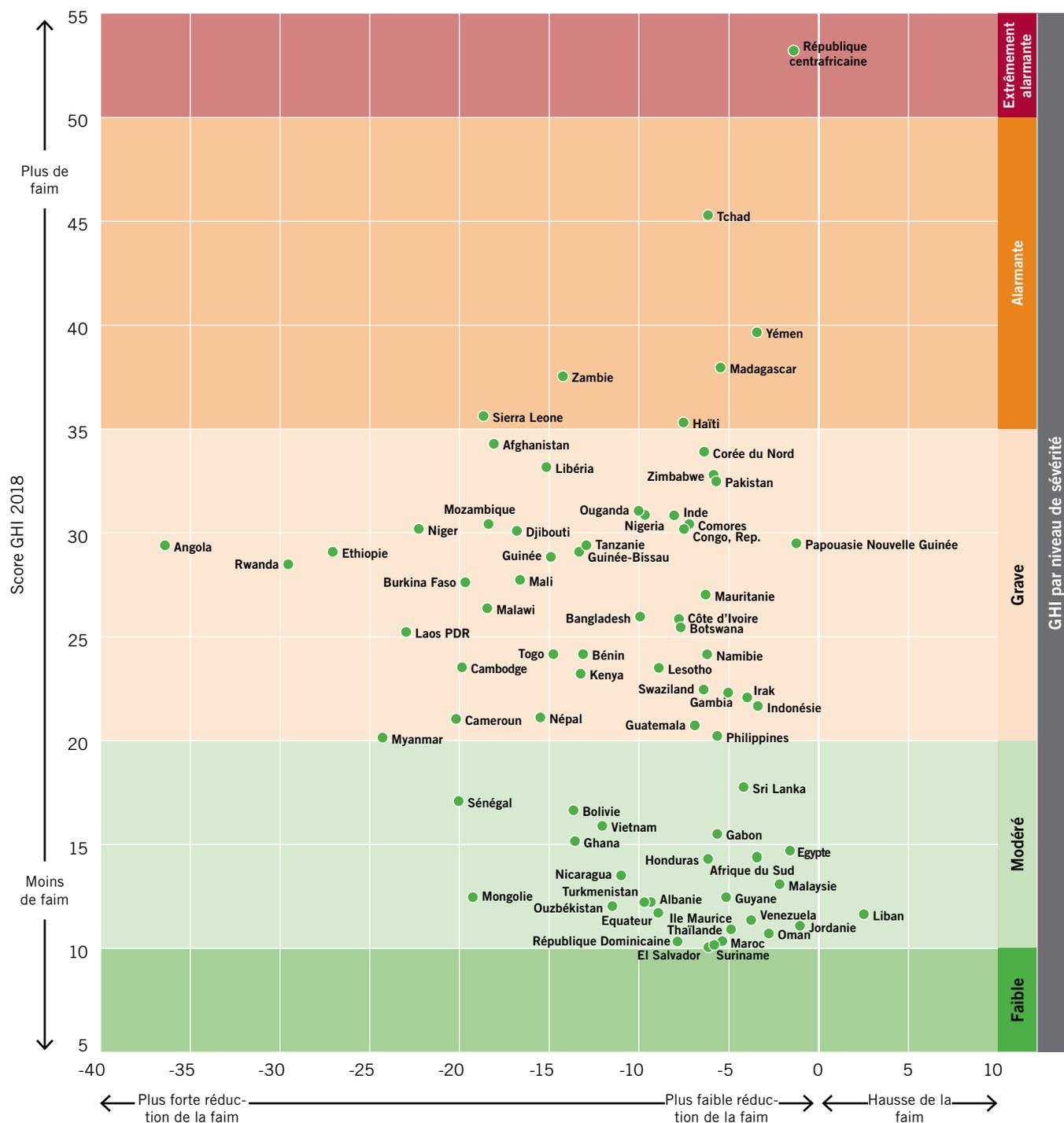
Source : Auteurs.

Note : Pour le GHI 2018, les données sur la proportion de sous-alimentation datent de 2015–2017 ; les données concernant le retard de croissance infantile et l'émaciation concernent l'année la plus récente sur la période 2013-2017 pour lesquelles les données sont disponibles ; et les données relatives à la mortalité infantile datent de 2016. Les scores GHI ne sont pas calculés pour les pays pour lesquels ces données ne sont pas disponibles et pour certains pays comptant une faible population.

Les frontières, les noms et les désignations utilisés sur cette carte ne constituent en aucune façon une reconnaissance ou un soutien officiel de la part de Welthungerhilfe, Concern Worldwide ou ACTED.

Citation recommandée : « Scores GHI 2018 par sévérité » *Carte de l'Indice de la faim dans le monde 2018 : Migrations forcées et faim*, par K. von Grebmer, J. Bernstein, L. Hammond, F. Patterson, A. Sonntag, L. Klaus, O. Towey, C. Foley, S. Gitter, K. Ekstrom, et H. Fritschel. 2018. Bonn et Dublin : Welthungerhilfe et Concern Worldwide.

EVOLUTION DES SCORES DU GHI PAR PAYS DEPUIS 2000



Source : Auteurs.

Note : ce graphique illustre les évolutions des scores GHI depuis 2000 en valeurs absolues. Les résultats ne peuvent être comparés aux résultats des graphiques similaires présentés dans les précédents rapports du GHI du fait des changements dans le calcul des données et car les données précédentes correspondaient à une évolution en pourcentage depuis 2000. Ce graphique présente les pays où les données sont disponibles pour calculer les scores GHI 2000 et 2018 et où les scores GHI 2018 sont égaux ou supérieurs à 20, reflétant les niveaux de faim grave, alarmant ou extrêmement alarmant. Certains pays probablement au niveau de faim élevé ne figurent pas sur ce graphique en raison de données manquantes.

deux à un niveau de faim grave, mais qui ont réalisé des progrès importants grâce à une série de politiques et de programmes.

Malgré des statistiques préoccupantes dans un certain nombre de pays, on note également des tendances plus optimistes. S'il y a encore des exceptions, les tendances générales de la faim et de la dénutrition sont prometteuses et montrent des améliorations au fil du temps. Dans le GHI de cette année, 27 pays présentent un niveau

de faim modéré et 40 pays un niveau de faim faible. Même certains pays d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne, régions où les niveaux de faim et de dénutrition sont les plus élevés, ont obtenu des scores modérés.

Les pays en conflit sont particulièrement désavantagés en raison des perturbations de l'approvisionnement en nourriture et en eau

potable, du manque de moyens de subsistance et des services de soins et de santé, qui, ensemble, mettent en péril la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Malgré cela, les pays qui ont connu des guerres civiles brutales et des niveaux de faim extrêmement alarmants par

le passé ont connu des réductions remarquables de la faim une fois leur situation stabilisée.

MIGRATIONS FORCÉES ET FAIM

Laura Hammond

SOAS University of London

Partout dans le monde, un nombre important de personnes sont déplacées de force de leurs foyers. On estime à 68,5 millions le nombre de personnes déplacées dans le monde, dont 40 millions de personnes déplacées internes, 25,4 millions de réfugiés et 3,1 millions de demandeurs d'asile. La faim est un danger persistant qui menace la vie d'un grand nombre de personnes déplacées de force et influence leurs décisions quant au moment et à l'endroit où elles vont se déplacer. Une analyse de l'interaction entre la faim et la migration forcée révèle toutefois que les politiques continuent d'être influencées par des perceptions erronées qui restent courantes malgré des preuves substantielles montrant leur inutilité. Dans son étude sur la migration forcée et la faim, Laura Hammond (SOAS, Université de Londres) remet ces perceptions erronées en question et propose quatre manières de comprendre et d'aborder les problèmes.

1 La faim et les déplacements sont des problèmes politiques

La faim est souvent considérée comme le résultat de causes environnementales ou naturelles. En réalité, la faim, comme le déplacement, est généralement le résultat de circonstances politiques. Les catastrophes naturelles (sécheresses, inondations et phénomènes météorologiques violents) ne conduisent à la faim et au déplacement que lorsque les gouvernements ne sont pas préparés ou ne sont pas disposés à réagir, soit parce qu'ils n'ont pas les capacités nécessaires soit parce qu'ils se livrent à une négligence délibérée ou à un abus de pouvoir. Cette réalité signifie que toute réponse à un déplacement forcé doit tenir compte des facteurs politiques sous-jacents. Il est indispensable de soutenir les politiques conçues pour prévenir les conflits et construire la paix à tous les niveaux, ainsi que les politiques qui renforcent la responsabilité et la transparence du gouvernement – et laisser ainsi moins d'espace aux gouvernements pour se soustraire à leur devoir de réponse aux besoins fondamentaux des citoyens en matière de sécurité, physique et alimentaire.

2 Des solutions à long terme sont nécessaires

La réponse globale aux situations de migration forcée consiste presque toujours à entreprendre une action humanitaire à court terme pour répondre aux besoins alimentaires et non alimen-

taires les plus élémentaires des personnes déplacées, souvent dans l'espoir et l'attente qu'ils seront ensuite en mesure de retourner rapidement dans leur région d'origine. Ce pari s'est avéré à maintes reprises erroné. La plupart des migrations forcées se prolongent et durent de nombreuses années, voire des générations. Une approche plus holistique consisterait à investir dans des efforts à long terme pour surmonter l'insécurité alimentaire chronique, par exemple en promouvant les moyens de subsistance économiques et le renforcement de la résilience, et en offrant des bénéfices aux communautés qui accueillent les personnes déplacées.

3 Les personnes déplacées en situation d'insécurité alimentaire ont besoin d'aide dans leur région d'origine

Bien que l'arrivée de réfugiés et de migrants en Europe et aux États-Unis ait été très visible, la plupart des personnes confrontées à l'insécurité alimentaire ont tendance à chercher le lieu de sécurité le plus proche possible et se trouvent donc dans les pays et régions les plus pauvres. Compte tenu de leurs déplacements à courte distance et de la charge disproportionnée qui pèse sur les communautés d'accueil, les réfugiés souffrant d'insécurité alimentaire et les personnes déplacées doivent être aidés, si possible, dans leur région d'origine.

4 Miser sur la résilience des personnes déplacées

Les politiques conçues pour aider les réfugiés et les personnes déplacées internes ont souvent pour effet de saper leur résilience en limitant leur capacité à améliorer leurs moyens de subsistance. Pourtant, bien que déplacées de force, ces personnes ne perdent jamais complètement leur capacité d'action et de résilience. Ainsi, une réponse plus holistique au déplacement forcé appellerait un soutien aux moyens de subsistance des personnes dans leur région d'origine et un renforcement de la résilience de manière à soutenir les marchés locaux et à renforcer les systèmes de subsistance, rendant ainsi les personnes plus autosuffisantes et plus indépendantes.

RECOMMANDATIONS

Ne laisser personne pour compte

- **CONCENTRER LES RESSOURCES ET L'ATTENTION SUR LES RÉGIONS DU MONDE OÙ SE TROUVENT LA PLUPART DES PERSONNES DÉPLACÉES** : les pays à faible et moyen revenu et les pays les moins avancés. Les personnes déplacées et les communautés d'accueil dans ces pays devraient recevoir un soutien fort et durable de la part des gouvernements et des organisations internationales.
- **RENFORCER L'APPUI POLITIQUE ET HUMANITAIRE AUX PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU PAYS ET PLAIDER EN FAVEUR DE LEUR PROTECTION JURIDIQUE**. Les gouvernements doivent accélérer les progrès dans le cadre du Plan d'action 2018-2020 des Nations Unies pour l'avancement de la prévention, de la protection et des solutions pour les personnes déplacées.
- **ASSURER LE SUIVI DE LA RÉOLUTION 2417 (2018) DES NATIONS UNIES**, qui met l'accent sur les liens entre les conflits armés, l'insécurité alimentaire induite par les conflits et la menace de famine. Mettre en place des mécanismes solides de surveillance, de communication de l'information et de responsabilisation pour traiter ces violations.
- **DONNER LA PRIORITÉ AUX VULNÉRABILITÉS ET AUX DÉFIS SPÉCIFIQUES DES FEMMES ET DES FILLES**. Veiller à ce que les femmes et les filles déplacées aient un accès égal aux biens, aux services, aux ressources productives et financières et aux opportunités génératrices de revenus. Travailler avec les hommes, les femmes, les garçons et les filles pour mettre fin à la violence et à l'exploitation sexuelles et sexistes.
- **ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS ET AMÉLIORER LA GOUVERNANCE POUR ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DANS LES ZONES RURALES**, zones d'origine d'un grand nombre de personnes déplacées et où la faim atteint souvent les taux les plus élevés. Soutenir les efforts de la population pour diversifier leurs moyens de subsistance et garantir l'accès à la terre, aux marchés et aux services. Promouvoir des pratiques agricoles durables qui augmentent la résilience des ménages et améliorent les approvisionnements alimentaires nationaux.

Mettre en œuvre des solutions à long terme

- **RENFORCER LA RÉSILIENCE DES PERSONNES DÉPLACÉES** par l'accès à l'éducation et à la formation, à l'emploi, à la santé, aux terres agricoles et aux marchés pour leur permettre de gagner en autosuffisance et de garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme, ainsi qu'énoncé dans les engagements fondamentaux relatifs au sujet des migrations forcées pris lors du Sommet humanitaire mondial de 2016.

- **METTRE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS DURABLES**, telles que l'intégration locale ou le retour dans les régions d'origine sur une base volontaire. Élargir les voies légales et sûres pour les réfugiés par le biais de programmes de réinstallation, tels que les programmes d'admission humanitaire. Créer des mécanismes pour accélérer la détermination du statut des personnes pour qu'elles n'aient pas à vivre dans l'incertitude pendant des périodes prolongées. De même, rechercher des solutions à long terme pour les personnes déplacées vivant en dehors des camps, qui dépendent souvent des familles ou des communautés d'accueil mais ne reçoivent que peu ou pas de soutien officiel.
- **CONCEVOIR DES POLITIQUES ET DES PROGRAMMES** qui reconnaissent l'interaction complexe entre la faim et la migration forcée ainsi que les dynamiques de déplacement. Soutenir des approches souples qui permettent aux personnes de poursuivre leurs activités d'entreprise et de subsistance et de maintenir les liens sociaux.

Faire preuve de solidarité et de responsabilité partagée

- **ADOPTER ET METTRE EN ŒUVRE LE PACTE MONDIAL SUR LES RÉFUGIÉS (GCR)** et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM), et intégrer leurs engagements dans les plans politiques nationaux. Surveiller et rendre compte régulièrement des progrès réalisés.
- **LES GOUVERNEMENTS DEVRAIENT S'ACQUITTER DE ET ACCROÎTRE LEURS ENGAGEMENTS** envers les organisations humanitaires internationales qui soutiennent les réfugiés et les personnes déplacées et combler les déficits de financement déjà existants.
- **RESPECTER LES PRINCIPES HUMANITAIRES ET LES DROITS DE L'HOMME** lors de l'aide aux réfugiés et de l'accueil des réfugiés, des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil. Ne pas utiliser l'aide publique au développement comme monnaie d'échange dans les négociations sur les politiques migratoires.
- **LES PAYS DEVRAIENT RÉPONDRE AUX CAUSES PROFONDES DES DÉPLACEMENTS FORCÉS** en particulier dans les domaines suivants : réduction de la pauvreté et de la faim ; action climatique ; consommation et production responsables ; promotion de la paix, de la justice et d'institutions efficaces.
- **FAVORISER UNE DISCUSSION SUR LA MIGRATION, LE DÉPLACEMENT ET LES RÉFUGIÉS BASÉE SUR LES FAITS**. Les gouvernements, les hommes politiques, les organisations internationales, la société civile et les médias devraient s'efforcer de lutter de manière proactive contre les idées fausses et de promouvoir un débat plus éclairé sur ces questions.

Deutsche Welthungerhilfe e. V.

Friedrich-Ebert-Straße 1
53173 Bonn, Allemagne
Tel. +49 228-2288-0
Fax +49 228-2288-333
www.welthungerhilfe.de
Membre de l'Alliance2015

Concern Worldwide

52-55 Lower Camden Street
Dublin 2, Irlande
Tel. +353 1-417-7700
Fax +353 1-475-7362
www.concern.net
Membre de l'Alliance2015

Auteurs :

Welthungerhilfe : Fraser Patterson (Policy Advisor), Andrea Sonntag (Policy Advisor), Lisa Maria Klaus (Policy and External Relations) ; **Concern Worldwide** : Olive Towey (Head of Advocacy, Ireland & EU), Connell Foley (Director of Strategy, Advocacy, and Learning) ; Independent Consultants : Klaus von Grebmer, Jill Bernstein, Heidi Fritschel ; Data team : Jill Bernstein (Independent Consultant), Seth Gitter and Kierstin Ekstrom (Towson University)

Auteur invitée : Laura Hammond (Reader in Development Studies, SOAS, University of London)

Le contenu de cette publication a fait l'objet d'un examen collégial